



Société Anonyme au capital de 9 631 896 euros

Siège social Mauves (Ardèche) 336 420 187 R.C.S AUBENAS

GROUPE MECELEC

ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS

CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2014

Sommaire

I.	RAPPORT D'ACTIVITÉ.....	2
II.	ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	4
III.	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	6
IV.	AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	7
V.	TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	8
VI.	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS.....	10
VII.	ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS	12
VIII.	ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	23
IX.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDÉS.....	24

I. RAPPORT D'ACTIVITE

I.1. RAPPEL DES EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS SUR LE SEMESTRE

I.1.1. REORGANISATION INDUSTRIELLE

Le transfert des activités du site de VONGES (21) vers les établissements de MAUVES (07) et de ST GEOIRS (38) a permis de recentrer l'activité de MECELEC sur 4 sites du sud de la région Rhône-Alpes (Ardèche, Isère, Savoie). Il fait suite à la cession du site de FABREGUES, intervenue en 2013, qui avait complètement focalisé le groupe sur la transformation des matériaux plastiques et composites.

L'activité de production du site de MAUVES Sud est opérationnelle depuis le début de l'exercice 2014. Le transfert permet d'une part de diversifier l'activité du site de MAUVES et, d'autre part, de réaliser des économies estimées à 2,5 M€ en année pleine, cible confirmée par les charges constatées au 1^{er} semestre.

Le transfert du site de VONGES a entraîné sur le premier semestre 2014 des charges résiduelles nettes (après déduction de diverses cessions d'actifs) de l'ordre de 300 K€.

I.1.2. INVESTISSEMENTS

Les investissements du premier semestre 2014 ont consisté pour 506K€ en la finalisation des travaux et de la mise en place des presses de gros tonnage transférées de VONGES à MAUVES Sud, et pour le reste (436 K€) en divers matériels industriels, notamment un centre d'usinage numérique d'une valeur de 148 K€ sur le site de MAUVES Sud.

I.2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le CA a atteint 16.579 K€ pour le 1er semestre contre 21.945 K€ à la même période de l'an dernier.

Le segment Industrie est en recul de 24% sur le semestre (à périmètre courant). Il reste le premier segment de MECELEC avec une part de 57% du chiffre d'affaires sur ce semestre.

A périmètre constant, donc sans le chiffre d'affaires du site de FABREGUES cédé le 15 juillet 2013, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2013 était de 21.163 K€, et le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2014 est donc en repli de 21,6 %

I.3. RESULTATS

Compte de Résultat résumé (K€) 1^{er} semestre 2014 1^{er} semestre 2013

Chiffres d'affaires	16 579	21 945
Résultat Opérationnel Courant	- 2 120	- 2 185
Résultat Opérationnel	- 2 651	- 2 270
Résultat Net	- 3 665	- 2 573

Depuis l'exercice 2012, la faiblesse de la construction de logements neufs impacte la demande de coffrets de raccordement aux réseaux. Ce segment est en baisse de 18,4% sur le semestre, en ligne

avec la baisse des mises en chantier de logements neufs. Cette baisse est partiellement compensée par une amélioration des marges et par une réduction de la main d'œuvre directe.

Le secteur Industrie est fortement impacté sur le 1^{er} semestre 2014 par la fin de vie des plateformes Euro 5, ces véhicules n'étant plus aux normes européennes depuis le 1^{er} janvier 2014. Le lancement de la production de bus à la norme Euro 6 s'avère plus lente que prévue chez IVECO. Ces deux phénomènes pénalisent l'activité du secteur, tandis que l'activité de l'atelier de MAUVES Sud (transféré de VONGES), démarrée en début 2014, a nécessité un temps de stabilisation sur le 1^{er} trimestre 2014.

La structure financière du Groupe se décompose comme suit:

ACTIF En K€	30/06/14	31/12/13	30/06/13
Total actifs non courants	7 316	8 024	7 562
Total actifs courants	13 998	21 691	19 240
TOTAL DES ACTIFS	21 314	29 715	26 802
PASSIF En K€	30/06/14	31/12/13	30/06/13
Total capitaux propres	3 471	7 001	5 762
Total passifs non courants	3 912	4 522	4 318
Total passifs courants	13 931	18 192	16 722
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	21 314	29 715	26 802

I.4. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Voir VII.19.

I.5. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANT DE L'EXERCICE

L'évolution du prix des matières premières a été, au 1^{er} semestre, conforme aux hypothèses budgétaires et les prix ont, dans l'ensemble, été stables. Néanmoins, cette évolution et la disponibilité de certaines matières demeurent des domaines d'attention.

Comme indiqué ci-dessus, la faiblesse de la construction a défavorablement impacté le volume de facturation au 1^{er} semestre. Le niveau d'activité de la construction sur le 2^e semestre est un élément d'incertitude important.

Par ailleurs, le paragraphe relatif aux événements postérieurs à la clôture (cf. VII.20) apporte des informations sur l'acquisition de la société BESACIER d'une part, et du départ d'une partie des productions du client IVECO du site de CHAMBERY en juillet 2014. Le paragraphe relatif au principe comptable de la continuité d'exploitation (cf VII.3) expose les conditions requises pour que ce paragraphe soit approprié.

II. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF	Notes	30/06/14	31/12/13
Immobilisations incorporelles	VII.7	804	915
Immobilisations corporelles	VII.8	5 835	5 535
Autres actifs financiers	VII.9	151	152
Actifs d'impôts différés		526	1 422
Total actifs non courants		7 316	8 024
Stocks et en-cours	VII.10	4112	4 491
Clients et comptes rattachés	VII.11	6 179	8 743
Actifs d'impôts exigibles		-	-
Autres créances et comptes de régularisations		2 538	7 238
Trésorerie et équivalents trésorerie	VII.12	1 169	1 219
Total actifs courants avant actifs destinés à être cédés		13 998	21 691
Actifs destinés à être cédés		-	-
Total actifs courants		13 998	21 691
TOTAL DES ACTIFS		21 314	29 715

(en milliers d'euros)

PASSIF	Notes	30/06/14	31/12/13
Capital émis		9 632	9 632
Autres réserves		- 2 503	- 1 338
Part du groupe dans les résultats		- 3 665	- 1 299
Capitaux propres – part du groupe		3 325	6 995
Intérêts ne donnant pas le contrôle		7	6
Total capitaux propres		3 471	7 001
Emprunts portant intérêts	VII.13	1 108	1 480
Autres dettes financières	VII.13	1 349	1 429
Provisions LT (IFC)		1 324	1 476
Passifs d'impôts différés		131	137
Total passifs non courants		3912	4 522
Emprunts portant intérêt	VII.13	6 041	7 929
Provisions à CT	VII.15	217	208
Fournisseurs & autres crédateurs		7 673	10 055
Passifs d'impôts exigibles		-	-
Total passifs courants avant passifs destinés à être cédés		13931	18 192
Passifs destinés à être cédés		-	-
Total passifs courants		13 931	18 192
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		21 314	29 715

(en milliers d'euros)

III. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	Notes	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Chiffres d'affaires		16 579	21 945
Achats consommés		- 7 303	- 10 748
Charges de personnel		- 6 058	- 6 911
Charges externes		- 4 108	- 5 086
Impôts et taxes		- 440	- 471
Amortissements, provisions et pertes de valeur		- 765	- 894
Autres produits		4	7
Autres charges		- 29	- 27
Résultat Opérationnel Courant		- 2 120	- 2 185
Autres produits opérationnels	0	162	341
Autres charges opérationnelles	0	- 693	- 426
Résultat Opérationnel (cf. note 1)		- 2 651	- 2 270
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	VII.16	12	7
Coût de l'endettement financier brut	VII.16	- 154	- 343
Coût de l'endettement financier net		- 142	- 336
Charge (-) ou produit d'impôt		- 871	33
Résultat Net		- 3 664	- 2 573
Part du Groupe		- 3 665	- 2 575
Intérêts ne donnant pas le contrôle		1	2
Résultat de base par action en euros		- 1.15	- 0,81
Résultat dilué par actions en euros		-1.15	- 0,47

(en milliers d'euros)

IV. AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

	30/06/14	30/06/13
Résultat de l'ensemble consolidé	- 3 664	- 2 573
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	134	16
- <i>Gains et pertes actuariels sur engagement de retraite</i>	87	36
- <i>Impôt sur Gains et pertes actuariels sur engagement de retraite</i>	- 29	- 12
- <i>Autres</i>	70	- 5
- <i>Variation de l'écart de conversion</i>	6	- 3
Total des produits et charges comptabilisés au cours de la période	- 3 530	- 2 556
Dont part du groupe	- 3 531	- 2 558
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	1	2

(en milliers d'euros)

V. TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	- 2 793	- 2 607
Intérêts ne donnant pas le contrôle	1	2
Produits financiers	0	- 9
Charges financières	142	345
Impôt sur les résultats payé / crédit d'impôt		
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Dotations et reprises/amortissements et provisions	838	1 169
Plus-values de cession	- 78	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	- 1 890	- 1 100
Variation des actifs et passifs d'exploitation	531	684
Flux net de trésorerie généré par l'activité	- 1 359	- 416
Investissements	- 1 547	- 644
Cessions d'immobilisations	5 408	-
Variation des créances financières	-	13
Intérêts reçus	-	-
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	3 861	- 631
Souscription à l'augmentation de capital	-	-
Comptes courants d'associés destinés à être incorporés au capital	-	-
Prix de vente des actions propres	70	-
Emission d'emprunts	1 333	3 223
Remboursement d'emprunts	- 1 463	- 994
Intérêts versés	- 100	-88
Autres produits financiers	0	25
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 160	2 166
Ecart de conversion	- 5	2
Variation de trésorerie	2 337	1 121
Trésorerie et équivalent à l'ouverture	- 5 256	- 6 377
Trésorerie et équivalent à la clôture	- 3 288	- 5 256

(en milliers d'euros)

Variation des actifs et passifs d'exploitation	1^{er} semestre 2014	1^{er} semestre 2013
Variation des stocks	234	766
Variation des clients	2 557	- 61
Variation des autres créances	- 616	- 372
Variation des actifs destinés à la vente	-	- 239
Variation des fournisseurs et autres dettes (dont dettes de sauvegarde)	- 1 644	590
Variation des passifs destinés à la vente	-	-
Total	531	684

VI. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Réserves liées au capital et titres auto-détenus	Réserves et Résultat consolidés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres de l'ensemble consolidé
Au 31/12/2012	9 632	- 1 076	- 245	8 311	2	8 313
Affectation du résultat		- 245	245			
Augmentation de capital						
Ecart de conversion		- 7		- 7		- 7
Ecart actuariel sur IFC		- 9		- 9		- 9
Résultats			- 1 299	- 1 299	3	- 1 296
Au 31/12/2013	9 632	- 1 338	- 1 299	6 995	6	7 001
Affectation du résultat		- 1 299	1 299			
Ecart de conversion		6		6		6
Opérations sur actions propres		70		70		70
Ecart actuariel sur IFC		58		58		58
Résultats			- 3 665	- 3 665	1	- 3 664
Au 30/06/2014	9 632	- 2 503	- 3 665	3 464	7	3 471

(en milliers d'euros)

Détail des autres réserves	30/06/14	31/12/13
Réserves non distribuées	- 2 524	- 1 225
Ecart actuariel	105	47
Actions propres	- 64	- 134
Ecart de conversion	- 5	- 11
Gains et pertes stocks options	- 15	- 15
TOTAL	- 2 503	- 1 338

(en milliers d'euros)

VII. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

VII.1. GENERALITES

Le 17 septembre 2014, le Conseil d'Administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés de la société MECELEC pour le semestre se terminant le 30 juin 2014.

Ces états financiers consolidés reflètent la situation comptable de la société MECELEC SA et de ses filiales.

MECELEC, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aubenas sous le numéro 336 420 187, est une société anonyme au capital de 9 631 896 € régie par les dispositions de la loi française, créée en 1934 et cotée sur Euronext Paris, compartiment C. La société et ses filiales sont ci-après dénommées «le Groupe» ou «le groupe MECELEC».

MECELEC est aujourd'hui un industriel spécialiste des matériaux composites et des plastiques dont l'activité se déploie sur deux segments de marché :

- RESEAUX - MECELEC est un des rares acteurs du marché à offrir une gamme complète d'équipements de raccordement entre des réseaux publics (électrique, télécoms, gaz et eau) et leurs clients.
- INDUSTRIE - MECELEC a développé de fortes compétences techniques et industrielles dans la transformation des composites therm durcissables et dans l'injection des thermoplastiques. Cette activité a été renforcée par la création du site de St Agrève (1984), l'acquisition de l'activité NOBEL COMPOSITES (2003), celle de SADAC (2011) puis par la reprise gérance de l'activité SOTIRA à Chambéry (à compter du 02.04.2012).

VII.2. PRINCIPES COMPTABLES

VII.2.1. DECLARATION DE CONFORMITE

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 qui s'applique aux comptes consolidés des sociétés européennes cotées sur un marché réglementé et du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne, les comptes consolidés semestriels du groupe MECELEC au 30 juin 2014, ont été établis suivant les normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées dans l'Union européenne.

Ce référentiel intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation SIC (Standing Interpretations Committee) et du comité d'interprétation des normes d'information financières internationales IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee). Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014 n'ont pas donné lieu à une application anticipée.

VII.3. CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Les comptes consolidés semestriels ont été arrêtés selon le principe de continuité de l'exploitation, au regard de l'hypothèse structurante de l'émission d'un emprunt obligataire convertible d'un montant de 15 M€ (dont 5M€ en liquidités garantis par le groupe Sedaine), envisagée et déjà initiée dans le cadre d'un processus structuré.

Sur la base des prévisions actuelles, les besoins en trésorerie jusqu'au 30 juin 2015 s'élèvent à environ 3 M€.

VII.3.1. BASE DE PRÉPARATION DES COMPTES

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, en milliers d'euros, ont été préparés conformément à la norme IAS 34 (Information financière intermédiaire) telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2013, à l'exception des nouvelles normes, amendements et interprétations décrits ci-dessous.

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2013.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 30 juin 2014 sont disponibles sur demande au siège de la société, BP 96 – 07302 – Tournon sur Rhône Cedex, ou sur le site internet www.mecelec.fr.

VII.3.2. NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS

Les nouveaux textes ou amendements adoptés par l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2014, ont été appliqués aux comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne avant la date de clôture et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date.

Le Groupe n'a pas utilisé de principes comptables d'application obligatoire ou facultative en 2014 et non encore adopté au niveau européen. Il ne s'attend pas à ce que les normes et interprétations, publiées par l'IASB mais non encore approuvées au niveau européen, aient une incidence significative sur ses états financiers au 30 juin 2014.

NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS IFRS D'APPLICATION OBLIGATOIRE A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2014

- IFRS 10 – Etats financiers consolidés
- IFRS 11 - Partenariats
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- IAS 27 révisée – Etats financiers individuels
- IAS 28 révisée – Participations dans les entreprises associées et les coentreprises

- Amendements IAS 32 – Instruments financiers : Présentation – Compensation d’actifs financiers et de passifs financiers

Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2014 n’ont pas eu d’incidence sur les comptes consolidés résumés du Groupe du 1^{er} semestre 2014.

NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRETATIONS IFRS PUBLIÉS DONT L’APPLICATION N’EST PAS OBLIGATOIRE

- IFRIC 21 – Taxes
- IFRS 9 – Instruments financiers
- IFRS 14 – Comptes de report réglementaires
- IFRS 15 – Revenus de contrats clients
- Amendements IAS 16 et IAS 38 – Clarification des méthodes acceptables de dépréciation et d’amortissement
- Amendements IFRS 11 – Comptabilisation d’acquisitions de participations dans des opérations conjointes
- Amendements d’IAS 19 – Plans à prestations définies : contribution du personnel.

Les impacts de l’application de ces normes sont en cours d’analyse par le Groupe.

VII.3.3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Désignation	Nationalité SIREN	30/06/14		31/12/13	
		Mode d’intégration	Pourcentage d’intérêts	Mode d’intégration	Pourcentage d’intérêts
MECELEC Société consolidante	Française 336 420 187	Globale	100.00	Globale	100.00
MECELEC INDUSTRIES	Française 751 168 337	Globale	100.00	Globale	100.00
MECELEC PLASTIC COMPOZIT	Roumaine J/12/2422/2005	Globale	98.57	Globale	98.57

Toutes les filiales clôturent leurs comptes au 31 décembre.

VII.3.4. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l’utilisation de jugements, d’estimations et d’hypothèses susceptibles d’avoir une incidence sur les montants d’actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l’annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s’écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l’expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les jugements et estimations et les hypothèses élaborés sur la base des informations disponibles à la date d’arrêté des comptes, portent en particulier sur :

- la détermination des pertes de valeur sur les actifs
- les provisions pour risques sociaux et restructurations industrielles (notamment fermeture du site de VONGES).

VII.4. SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

L'activité du groupe considérée dans son ensemble, n'est pas saisonnière.

VII.5. INFORMATION SECTORIELLE

Le management suit la performance opérationnelle du groupe selon le découpage suivant :

- Réseaux : regroupe les fabrications des enveloppes propres aux réseaux eau, gaz, électricité, télécom ;
- Industrie : regroupe les fabrications effectuées en sous-traitance pour le compte de donneurs d'ordre de premier rang de divers secteurs dont : automobile et poids lourds, ferroviaire, éclairage, paramédical.

La norme IFRS 8 demande également de présenter certaines informations selon un découpage géographique. L'activité hors de France (activité export) concerne principalement l'activité réseaux. Elle reste limitée.

1^{er} semestre 2014	Réseaux	Industrie	Groupe
Chiffre d'affaires externe	7 118	9 461	16 579
Inter secteurs	86	1 126	1 212
Chiffre d'affaires total	7 204	10 587	17 791
Résultat opérationnel courant	-1 066	-1 054	-2 120
1^{er} semestre 2013	Réseaux	Industrie	Groupe
Chiffre d'affaires externe	10 430	12 886	23 316
Inter secteurs	289	1 082	1 371
Chiffre d'affaires total	10 141	11 804	21 945
Résultat opérationnel courant	- 641	- 1 544	- 2 185

VII.6. SUIVI DE LA VALEUR DES ACTIFS

La société considère que les Unités Génératrices de Trésorerie correspondent aux deux secteurs d'activité définis ci-dessus au VII.5.

Hormis pour le site de CHAMBERY (cf. VII.20.2), aucun indicateur de perte de valeur n'a été relevé depuis le 31 décembre 2013, aucune dépréciation particulière n'a été enregistrée sur la période.

Les actifs industriels de CHAMBERY ont fait l'objet d'une évaluation réalisée par un expert indépendant, qui n'a pas montré de perte de valeur de ces actifs.

VII.7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Au 31/12/13	Augmentations		Diminutions	Au 30/06/14
		Produites	Extérieures		
Frais développement	1 456				1 456
Autres immobilisations incorporelles	1 538		36		1 574
Total Brut	2994		36		3 030
Amortissements	2 079	147			2 226
Total Net	915				804

VII.8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	au 31/12/13	Augmentations	Diminutions	Autres	au 30/06/14
Terrains	42				42
Constructions	379	320		862	1 561
Matériels industriels	24 342	473	1 032	439	24 222
Autres immobilisations corporelles	1 222	33	15		1 240
Immobilisations corporelles en cours	1 358	116		- 1 301	173
Total Brut	27 343	942	1 047	0	27 238
Amortissements	21 810	621	1 208		21 403
Total Net	5 535				5 835

Les diminutions de la période sur les actifs corporels immobilisés et sur les amortissements associés sont dues à la mise au rebut de moules provenant de la filiale Caydetel, anciennement consolidée et liquidée durant l'exercice 2013.

Les autres mouvements concernent principalement la mise en service des immobilisations acquises fin 2013 sur le site de MAUVES F et relatives au transfert des moyens de production du site de VONGES, fermé à la fin de l'exercice 2013.

VII.9. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les 151 K€ enregistrés en immobilisations financières au 30 juin 2014 sont constitués principalement de dépôts et cautionnements et n'ont pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2013.

VII.10. STOCKS

	Au 30/06/14	Au 31/12/13
Matières Premières	3 573	3 387
Produits intermédiaires et finis	1 360	1 779
Dépréciation	- 821	- 675
Montant Net	4 112	4 491

Les tests de dépréciation sont réalisés à chaque clôture.

Dépréciations	Au 31/12/13	Augmentations	Diminutions	Au 30/06/14
	675	821	- 675	821

VII.11. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

Montant net à moins d'un an	Au 30/06/14	Au 31/12/13
Clients et comptes rattachés	6 348	8 905
Dépréciation	- 169	- 162
Montant Net	6 179	8 743

VII.12. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Variation de trésorerie	Trésorerie Active	Avances Factor	Trésorerie Nette	
			30/06/14	31/12/13
Ouverture	1 219	- 6 844	- 5 625	- 6 377
Clôture	1 169	- 4 457	- 3 288	- 5 625
Variation			2 337	752

VII.13. DETTES FINANCIERES

	Au 30/06/14	Au 31/12/13
Emprunts à long et moyen terme auprès des établissements de crédit	1 108	1 480
- dont crédit-bail	293	186
- dont à taux fixe	815	1 294
- dont à taux variable		
Emprunts à MT auprès des actionnaires	1 344	1 429
Autres dettes financières	0	0
Total Long et Moyen Terme	2 452	2 909
Financement à court terme :		
- Avances Factor	4 457	6 844
- Emprunts à CT auprès des établissements de crédit	1 588	1 085
- Crédit-bail	113	95
Total Court Terme	6 045	7 929
Total	8 497	10 838

VII.14. FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

	Solde au 30/06/14	Solde au 31/12/13
Dettes fournisseurs	3 264	5 427
Dettes fiscales et sociales	3 294	2 771
Fournisseurs d'immobilisations	544	1 285
Autres dettes	571	572
Total fournisseurs & autres créditeurs	7 673	10 055

VII.15. PROVISIONS

Tous les risques et charges identifiés par la Direction et susceptibles d'entraîner des sorties de trésorerie, font l'objet d'une provision.

	Au 31/12/13	Dotations de la période	Utilisations de la période	Provisions devenues sans objet	Au 30/06/14
Risques sociaux et restructuration	208	88	- 79		217
Total	208	88	- 79		217

La provision pour risques sociaux au 31 décembre 2013 concerne principalement le plan social consécutif à la fermeture du site de VONGES et au transfert des moyens de production vers le site de MAUVES (pour 183 K€). Malgré les propositions de reclassement en interne, la majorité des salariés n'a pas choisi cette solution. La provision couvrait aussi les frais de remise en état des bâtiments, qui faisaient l'objet d'un bail.

Sur le 1^{er} semestre 2014, la provision pour le départ des salariés a été consommée, et la provision pour remise en état du site a été revue pour tenir compte des dernières estimations à date. La provision d'une année de loyer pour le bail a été maintenue, car des négociations sont en cours avec un repreneur potentiel. La provision relative à l'ensemble des coûts estimés futurs du site de VONGES s'élève à 193 K€ au 30 juin 2014.

Le solde de cette provision concerne des litiges avec le personnel.

VII.16. RESULTATS FINANCIERS

Charges financières 30/06/14		Produits financiers 30/06/14	
Intérêts et charges assimilés	106	Autres intérêts et produits assimilés	4
Frais financiers sur IFC	46	Escomptes fournisseurs et divers	5
Différences de changes	2	Différences de changes	3
Total	154	Total	12

Charges financières 30/06/13		Produits financiers 30/06/13	
Intérêts et charges assimilés	287	Autres intérêts et produits assimilés	7
Frais financiers sur IFC	58	Escomptes fournisseurs et divers	4
Différences de changes	17	Différences de changes	15
Total	362	Total	26

Au 1^{er} semestre 2013, les intérêts sont constitués à hauteur de 217 K€ de la charge de désactualisation des dettes de sauvegarde intégralement remboursées durant cette période.

VII.17. AUTRES CHARGES ET AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS

Autres charges 30/06/14		Autres produits 30/06/14	
Charges restructuration	603	Cession d'immobilisation	92
Dotation provisions risques	90	Reprise provision risques	70
Total	693	Total	162

Au 1^{er} semestre 2014, les autres produits opérationnels sont constitués par la cession de quelques immobilisations du site de VONGES, et par la reprise sur provision relative au même site (cf note VII.15).

Les charges de restructuration sont liées au coût des départs de salariés en rupture conventionnelle ou en licenciement économique pour la totalité du montant de 548 K€, ainsi que des coûts complémentaires de déménagement du site de Vonges pour le solde.

Autres charges 30/06/13		Autres produits 30/06/13	
Charges restructuration	80	Profits sur sortie du plan de sauvegarde	341
Dotation provisions risques sociaux	346		
Total	426	Total	341

Au 1^{er} semestre 2013, les produits sur sortie du plan de sauvegarde résultent des abandons de créances acceptés par les fournisseurs et devenus définitifs après paiement effectif du montant agréé pour solde de tout compte.

Les « Dotation provisions risques sociaux » correspondent principalement à la provision pour fermeture du site de VONGES, qui a été finalisée au cours du 4^{ème} trimestre 2013.

VII.18. CHARGE D'IMPOTS

En application de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », le groupe Mecerlec a appliqué le taux d'impôt effectif attendu à la fin de l'exercice 2014 au résultat de la période. Ce taux est de 0% pour l'ensemble des sociétés du groupe.

L'actif d'impôt différé de 899 K€ (reconnu à la clôture de l'exercice 2012 et relatif à un report déficitaire social de 2 700 K€) a été désinscrit de l'actif consolidé et génère une charge d'impôt différé de 899 K€.

VII.19. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions conclues avec les parties liées sur l'exercice :

<u>Parties liées</u>	<u>Nature de la transaction</u>	<u>Créances</u>	<u>Dettes</u>	<u>Produits</u>	<u>Charges</u>
M.P. DELOCHE	Avance en compte courant		1 324		20

Termes et conditions des transactions avec les parties liées :

Les soldes en cours à la fin du semestre ne sont pas garantis, et sont porteurs d'intérêts au taux légal déductible. Ces transactions ont été conclues aux conditions normales du marché.

VII.20. EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2014

VII.20.1. ACQUISITION DE LA FILIALE BESACIER

MECELEC a pris le contrôle effectif de la société BESACIER le 1er juillet 2014, cette dernière sera intégrée dans les comptes consolidés au 31/12/2014. Cette acquisition se place dans le cadre du développement stratégique de MECELEC et de sa volonté d'élargir les compétences industrielles offertes à ses clients.

Créée en 1941, installée à Corbas (69), BESACIER est un spécialiste reconnu de la production de pièces métalliques de précision suivant les procédés de découpage fin et d'emboutissage profond.

BESACIER est fournisseur de MECELEC depuis 2012. Les échanges entre les deux sociétés ont permis d'identifier des synergies importantes tant sur un plan commercial que sur un plan technique. Avec l'entrée de BESACIER dans le groupe MECELEC, celui-ci pourra proposer à ses clients une offre élargie ; les bureaux d'études des deux entités travailleront en étroite coopération pour créer des solutions uniques et innovantes avec des pièces métalliques de précision surmoulées dans des pièces plastiques.

BESACIER était détenue à 100% par la SAS SECONDE CHANCE, actionnaire de MECELEC. La société BESACIER a fait l'objet d'une expertise par un cabinet indépendant qui a conclu à une valeur de 1,75 à 1,8 M€. La cession s'effectue au prix de 1,8 M€ (dont 1,2 M€ ferme et 0,6 M€ en clause de révision de prix, fonction des résultats des exercices 2013 et 2014) et son montant sera placé en compte courant par la SAS SECONDE CHANCE chez MECELEC pour être consacré en totalité à la souscription d'Obligations Convertibles dont MECELEC a annoncé l'émission le 20 mai 2014.

BESACIER reste une entité juridique indépendante, filiale à 100% de MECELEC.

Avec un effectif d'environ 50 personnes, BESACIER a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires de 6,9 M€ et un résultat net de 269 K€.

VII.20.2. PERTE D'UN CONTRAT CLIENT SUR LE SITE DE CHAMBERY

Comme annoncé dans le communiqué du 31 juillet 2014, le client IVECO, dont les principales productions réalisées par MECELEC faisaient partie de la reprise de l'unité industrielle de CHAMBERY, a décidé de retirer les outillages nécessaires à la production des bus répondant à la norme EURO 5.

Cette décision intervient à la suite de l'impossibilité de trouver entre IVECO et MECCELEC un accord sur les prix satisfaisant pour les deux parties, le déménagement des outillages étant effectif le 31 Juillet 2014.

Néanmoins la relation commerciale se poursuit pour le nouveau bus URBAN WAY répondant à la norme EURO 6.

Le site de CHAMBERY, qui connaissait déjà des difficultés d'exploitation, est fortement pénalisé par le départ de ces productions.

La direction de MECCELEC INDUSTRIES a informé le Comité d'Entreprise du projet de fermeture du site de CHAMBERY lors d'une réunion exceptionnelle qui s'est tenue le 15 septembre 2014.

Ce projet vise à transférer les activités de production sur les sites de MAUVES et de SAINT GEOIRS. L'ensemble des personnels de production et une partie du personnel indirect se verraient proposer une solution de reclassement sur l'un ou l'autre de ces sites.

Le chiffrage des coûts consécutifs à ce transfert d'activité est en cours par le groupe MECCELEC.

Compte tenu de ces deux facteurs et d'un climat économique qui reste déprimé, MECCELEC ne sera pas en mesure d'atteindre l'objectif d'un résultat à l'équilibre qui avait été annoncé en Avril 2014.

VIII. ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

Mauves, le 23 septembre 2014

Michel-Pierre DELOCHE

Président Directeur Général

IX. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES

MAZARS & SEFCO

Le Forum
5, avenue de Verdun
26011 Valence Cedex
**S.A.S au capital de €
1.575.000**

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Grenoble

ERNST & YOUNG et Autres

Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon Cedex 03
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

MECELEC

PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2014

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Mecerlec, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « VII.3 Continuité d'exploitation » de l'annexe qui expose l'hypothèse structurante qui sous-tend l'application de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2014.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Valence et Lyon, le 23 septembre 2014

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS & SEFCO

ERNST & YOUNG et Autres

Frédéric Maurel

Lionel Denjean